

Interview de  
Jean-Claude Monod

# L'art de ne pas être trop gouverné

Cette interview a été réalisée par AOC  
en partenariat avec l'Institut français

*Jean-Claude Monod, L'art de ne pas être  
trop gouverné  
© ÉDITIONS DU SEUIL, 2019*

texte | tekst

**Votre livre s'inscrit dans une époque au cours de laquelle on a pu diagnostiquer une certaine crise de la démocratie représentative, une perte de confiance entre gouvernants et gouvernés. Quel en est le point de départ ?**

Le point de départ est un point de rencontre : entre des réflexions que Michel Foucault a développées à la fin des années 1970 sur ce qu'il désigne une « crise de gouvernementalité » qui touche les sociétés occidentales, et une actualité marquée par de nombreuses révoltes ou contestations, comme celle des Gilets jaunes en France par exemple, ou celle que représentent des mouvements écologistes, dont le déroulement reproduit ce qu'analysait Foucault – la mise en question d'un abus, d'une mesure ou d'une relation de pouvoir précises, mise en question qui s'élargit jusqu'à mettre en cause tout un système de gouvernement. Un des aspects de ce qui a été désigné, peu après la sortie du livre, comme des « révoltes planétaires », du Chili au Liban, a assurément été le sentiment d'une démocratie confisquée ou empêchée ou (dans le cas de la démocratie représentative) nécessaire mais insuffisante ou détournée, d'une dépossession politique et sociale dont le néolibéralisme a été vu comme l'un des vecteurs. Les prémisses de cette révolte mondiale m'avaient incité à revenir sur l'interprétation par Foucault d'un pouvoir qui redéfinit constamment son rapport aux gouvernés, mais aussi sur la genèse du néolibéralisme à partir d'un autre contexte de crise.

**Comment s'est élaborée l'écriture du livre ?**

Dans un va-et-vient entre des travaux antérieurs sur les analyses foucauldienne de la gouvernementalité, sur des exemples historiques de crises comme la Réforme protes-

tante, et des approches de l'actualité, notamment de ce que j'approche comme une « crise de l'État néolibéral » et de la montée en puissance de l'exigence d'un rapport plus équilibré au monde que celui que représente la dévastation écologique, ce que je vise comme « l'usufruit du monde ». Il m'a fallu nouer constamment ces deux fils.

**Faire des sciences sociales, c'est aussi s'inscrire dans des débats où la voix des chercheurs doit remettre en cause les préjugés. Quelle est l'idée reçue qu'il vous semble important aujourd'hui de battre en brèche ?**

J'essaye de montrer que la critique nécessaire d'un néolibéralisme qui prend de plus en plus un tour autoritaire et exacerbe les inégalités ne doit pas donner lieu à un procès général du libéralisme sous toutes ses formes, en particulier du libéralisme politique et juridique. Sur ce point, je m'écarte en partie de Foucault (et d'une pente de la critique sociale contemporaine) en m'appuyant plutôt sur un penseur comme John Dewey : celui-ci estimait que le travail de délimitation des prérogatives du pouvoir politique et étatique était un acquis du XVIIIe siècle et des libéraux, mais qu'il fallait le compléter par une mise en cause de la domination économique et des pressions que le *big business* fait peser sur l'État et sa législation.